

L'Anthropocène, un effondrement ?

Par Pierre-Alain Cotnoir

Pas tout à fait. Car imaginons une autre trajectoire où il y aurait d'abord une crise financière qui viendrait plomber l'économie réelle et entraîner une méfiance envers le numéraire actuel. Il pourrait en émerger des monnaies alternatives qui ne serviraient pas à faire de l'argent avec de l'argent, mais bien à servir d'intermédiaire entre un producteur et un consommateur, bref qui ferait passer l'humain avant le capital (qui lui se serait en grande partie effondré). C'est à partir de cette cascade de ruptures économiques et sociales que pourraient naître des expériences misant sur des formes d'organisation actuellement minoritaires, mais qui, mieux adaptées aux contraintes, pourraient se disséminer. Je pense entre autres aux organisations issues de l'économie sociale et solidaire que sont les mutuelles, les coopératives et les associations.

Qu'est-ce qui pourrait bien provoquer une telle crise financière ? L'étincelle qui mettra le feu aux poudres pourrait provenir de multiples sources. Certains la voient dans la colossale dette étudiante aux USA (plus de 1,5 billion de dettes impayées qui risqueraient de provoquer une série de faillites en cascade), d'autres l'appréhendent par un effet de domino créé par la dette souveraine d'un pays devenu insolvable, enfin d'autres s'inquiètent déjà des hausses des taux d'intérêt sur des populations surendettées. Comme la crise des gilets jaunes en France n'était pas annoncée, ni même anticipée par aucune des organisations politiques, syndicales ou patronales, celle qui viendra faire chuter les indices boursiers peut provenir de multiples sources.

Mais à la différence de celle de 2007-2008, il ne sera plus possible de faire appel au crédit des pays dits avancés, car la précédente crise les aura endettés à un niveau tel qu'ils ne pourront ajouter les milliers de milliards de dollars nécessaires pour sauver les institutions financières « too big to fail » emportées par la déroute. Peut-être décideront-ils alors d'aller piger dans les fonds de retraite des « babyboomers » pour amortir le choc ? Peut-être voudront-ils utiliser le vieux remède d'imposition de politiques monétaristes ?

Quoiqu'il en soit, la contagion se répandra alors rapidement au sein de l'économie réelle. Une crise de confiance viendra réduire drastiquement l'accès au crédit. L'activité économique ralentissant entraînera des mises à pied qui ne feront qu'aggraver la situation : de nouveaux chômeurs, incapables de s'acquitter de leurs obligations, viendront alourdir les charges sociales d'États aux abois.

Comme en Argentine au début des années 2000, la crise débouchera sur de nombreuses faillites, fermetures d'entreprises, générant de la pauvreté, mais également l'apparition d'initiatives populaires de troc, de création de monnaies alternatives, d'occupation de lieux de travail, de squatte de lieux de résidence. L'entraide au sein des communautés se développera comme une réponse à la faillite d'un système économique fondé sur la compétition et la course à l'accumulation. L'économie sociale et solidaire pourrait profiter de ce marasme pour établir sa

prééminence, si elle savait, dès maintenant, éviter les écueils d'un régime capitaliste perdu dans ses incohérences avec le monde réel.

Il est souhaitable qu'une telle crise se produise au lieu que les contraintes environnementales et climatiques soient rendues à un paroxysme tel qu'elles menaceraient la survie de la civilisation, voire de l'humanité même.

Aussi, il n'y a pas de solutions de « transition écologique » en douceur sur un horizon d'une dizaine d'années qui m'apparaissent réalistes, s'il n'y a pas une rupture avec le modèle économique dominant. Or cette rupture ne pourra survenir que générée par les contradictions d'un système économique qui promet une croissance illimitée sur une planète aux ressources limitées.

Voir aussi: <https://www.acfas.ca/node/1296>